

LES DOCKS DES PETROLES D'AMBES

Société Anonyme au Capital de : € 748.170
Siège social : Avenue des Guerlandes
Bassens
33565 Carbon-Blanc Cedex
RCS Bordeaux B 585 420 078

RAPPORT FINANCIER AU 30 JUIN 2009

RAPPORT D'ACTIVITE

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Sinistre d'Ambés de janvier 2007

La procédure judiciaire est toujours en cours, aussi bien sur le volet technique pour la recherche des causes de la rupture du bac, que sur le volet financier de l'évaluation du préjudice global.

Le rapport de l'expert judiciaire devrait être finalisé courant 2010, ce qui permettra de déterminer les responsabilités des sociétés impliquées.

Assignation à comparaître dans le cadre du sinistre du 12 janvier 2007 sur le site SPBA d'Ambés

Le 23 décembre 2008, les assureurs de la société VERMILION ont assigné les sociétés ESSO, SPBA et DPA à comparaître devant le Tribunal de Commerce de Nanterre.

Les assureurs de la société VERMILION mettent en demeure les sociétés ESSO SAF, DPA et SPBA à s'acquitter *in solidum* des sommes suivantes :

- 7.575.000 € au titre des dommages remboursés par les assureurs à la société VERMILION, augmentée des intérêts de retard,
- 300.000 € au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

Le juge rapporteur du Tribunal de Commerce de Nanterre a décidé, le 26 juin 2009, d'un sursis à statuer dans l'attente de la publication du rapport final de l'expert judiciaire, courant 2010.

A ce stade de l'expertise, le Président considère avoir effectué les diligences nécessaires et agi au mieux de l'intérêt de DPA dans la gestion du sinistre. En conséquence, il estime cette demande infondée et n'a constitué aucune provision au titre de ce contentieux.

Autres éléments :

Une convention pour la location de capacités de stockage, en cours de signature avec une société actionnaire, a engendré une charge de 291.964 € au 1^{er} semestre 2009.

En dehors de cette convention, aucune modification affectant les transactions entre parties liées durant les 6 premiers mois de l'exercice en cours n'a eu d'influence significative sur la situation financière ou les résultats de la société au cours de la période.

ACTIVITES DES DEPOTS

L'activité des entrepôts, au cours du premier semestre, s'analyse de la façon suivante :

DEPOT DE BASSENS

Les expéditions de produits blancs baissent de 5.4 % pour atteindre 1.481.845 m³ contre 1.567.503 m³ au premier semestre 2008. Le détail est le suivant :

	1èr sem 2009	1èr sem 2008	%
Fuel domestique	585.799	542.722	+ 7.94
Essences	134.017	146.352	- 8.43
Gazole	707.887	804.501	- 12.01
Jet A1	54.142	73.928	- 26.76

Nous envisageons pour l'année 2009 une activité d'environ 3.000.000 m³, ce qui représente une baisse de 3,57 % par rapport à 2008 et 1.64 % par rapport au budget prévisionnel de 2009.

DEPOT DE BAYON

L'activité Fiouls Lourds au 30 juin 2009 est de 41.753 tonnes contre 48.459 tonnes au 1^{er} semestre 2008, soit une baisse de 13.8 %. Le budget prévisionnel de 80.000 tonnes ne devrait pas être atteint.

L'activité de Combustible Liquide pour appareils mobiles est de 7.875 tonnes contre 5.494 tonnes en 2008.

L'activité d'Huile de Palme et de Coprah a réalisé un volume de 4.904 tonnes sur le premier semestre 2009 contre 18.336 tonnes en 2008. Le budget prévisionnel de 40 000 tonnes ne sera pas atteint

L'activité d'Essences est de 7.933 tonnes en 2009 contre 10.799 en 2008. Le budget prévisionnel devrait être réalisé.

ANALYSE DU BILAN

Au cours du premier semestre, la société a mis en service 635.769 € d'investissements. Les principaux postes sont :

- Remplacement d'un fond de bac à Bassens pour 365 k€
- Différents travaux de mise en conformité sur des réservoirs du dépôt de BASSENS pour 124 k€

Le poste « immobilisation en cours » correspond essentiellement à :

- Motorisation des vannes produits à Bassens pour 148 k€
- Travaux de modernisation des postes de chargement pour 187 k€
- Asservissement des sondes anti-débordements pour 124 k€
- Changement ballons d'additifs pour 139 k€
- Divers travaux d'aménagement et de remplacement de matériels

Le poste créances clients est en baisse. Cette variation est normale du fait des facturations de régularisations annuelles d'activité faites en décembre 2008.

Le poste disponibilité est en baisse du fait de l'utilisation de découvert dans l'attente de mise en place de nouveaux financements

Le poste « emprunts » a enregistré les mouvements suivants

Remboursement capital anciens crédits	1.018.150 €
Découverts bancaires	409.781 €

Un nouveau dossier de crédit de 3 à 4 M€ est à l'étude pour faire face au découvert bancaire actuel, et au besoin de financement d'investissement à venir sur la fin de l'exercice.

ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

Les produits d'exploitation s'analysent de la façon suivante :

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2009 est en hausse de 3 % par rapport au 1er semestre 2008. L'analyse des variations est la suivante :

- Les activités de passage en baisse de 8.6 %, soit 3.192 k€ en 2009 contre 3.494 k€ en 2008, année au cours de laquelle la société avait enregistré des recettes exceptionnelles de réception de produits par camions pour 340 k€.
- Les locations de capacités sont de 2.735 k€ en 2009 contre 2.708 k€ en 2008.
- Les prestations de colorations sont de 642 k€ en 2009 contre 542 k€ en 2008 du fait de l'augmentation de l'activité fuel domestiques
- L'activité d'incorporation d'EMHV dans les gazoles est en forte diminution du fait qu'une part significative des lots de gazole arrivant à DPA contient déjà de l'EMHV, entraînant ainsi une baisse du taux d'incorporation pour DPA.
- Le chiffre d'affaires de l'activité de bioéthanol qui a commencé en octobre 2008, est de 373 k€ pour le premier semestre 2009, mais reste inférieur à nos prévisions du fait de la baisse des sorties d'essences.
- Les recettes des mandats d'opérations sont de 829 k€ en 2009 contre 726 k€ en 2008. La variation la plus importante porte sur la rémunération des travaux réalisés sur le site d'Ambés.

Les reprises de provisions concernent :

- Les révisions décennales des réservoirs faites en 2009 et provisionnées au 31 décembre 2008,
- Les provisions pour renouvellement sur immobilisations renouvelées.

Les charges d'exploitation ont varié de la façon suivante :

Le poste « achats de matières premières » est en hausse du fait de l'augmentation de la consommation de colorant, proportionnellement aux prestations de dénaturations facturées par DPA.

Les "autres achats et charges externes" sont en baisse de 4,45 %. Les principales variations sont :

Postes en augmentation

- Le montant des travaux de révisions décennales s'élève à 439 k€ au 30 juin 2009 dont 53 k€ de coûts non provisionnés.
- Augmentation du coût de la maintenance des installations, du fait de la mise en place de nouveaux contrats qui permettront de mieux gérer nos dépenses dans les exercices à venir.
- Les contrôles sur réservoirs ont entraîné des coûts exceptionnels de remise en état à savoir :
 - ✓ Contrôle complet d'un réservoir de fioul lourd pour 70 k€, refacturé à un client.
 - ✓ Travaux divers sur bacs pour 220 k€
- En 2009, la société a loué des capacités de stockage à l'extérieur de ses dépôts pour une somme de 292 k€. Plusieurs bacs étant en travaux, suite aux révisions décennales, la société a délocalisé des stockages SAGESS vers des dépôts appartenant à ses clients.

Postes en diminution

- Consommations des chaudières industrielles du fait de la baisse des tarifs du Fioul Lourd.
- Baisse de l'assistance juridique liée à la procédure judiciaire engagée dans le cadre du sinistre de janvier 2007 sur le site d'Ambés.
- Les études du fait de la baisse des demandes en provenance de la DRIRE.
- Le coût des assurances suite à la mise en place des nouveaux contrats.

Le poste de dotation aux amortissements de caducité augmente du fait de l'amortissement exceptionnel sur trois ans de l'installation d'incorporation d'éthanol, qui est compensé par une recette sur les clients utilisateurs de l'installation.

L'augmentation des provisions pour charges s'explique par la provision pour dépréciation d'une créance sur le trésor public, afférente à une demande de dégrèvement de pénalités de retard suite au contrôle fiscal de 2008.

Le résultat d'exploitation s'élève à 176.721 € contre 277.130 € au 30 juin 2008.

Les charges financières sont en baisse du fait de la diminution des taux d'intérêts applicables à nos emprunts.

Le résultat net s'élève à 102.242 € contre 182.385 € au 30 juin 2008. Au regard des perspectives d'activités et des actions mises en place pour diminuer nos charges au second semestre, nous envisageons, pour l'exercice 2009, un résultat à hauteur de celui de l'exercice précédent.

EVENEMENTS SIGNIFICATIF POUR LES EXERCICES A VENIR

Le dépôt de Bayon sur Gironde fait l'objet, depuis plusieurs mois, d'études relatives à l'amélioration de la maîtrise du risque environnemental d'un site au confluent immédiat de la Garonne et de la Dordogne.

Les sociétés clientes qui utilisent le dépôt de Bayon pour leurs activités de Fioul Lourd, d'Huiles et de Combustible, informent DPA que les conditions de leurs marchés ne leur permettent pas de contribuer aux investissements permettant l'amélioration de la maîtrise du risque environnemental.

En conséquence, DPA cessera les activités de fioul lourd et de combustible sur le site de Bayon au cours du 1er trimestre 2010. Une étude est menée pour maintenir l'activité Huiles.

L'impact de l'arrêt des activités Fioul Lourd et Combustible sur le chiffre d'affaires annuel de la société DPA est de 1.130 K€.

L'impact sur le résultat et les conséquences de cette situation sur l'utilisation des bacs concernés et leur valorisation au bilan de l'entreprise (valeur nette comptable, plans d'amortissement et de provisionnement) seront évaluées au cours du deuxième semestre en fonction des négociations en cours.

Attestation de la personne assumant la responsabilité du rapport financier semestriel

(Article 222-4 – 3° du Règlement Général AMF)

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à BASSENS
Le 16 juillet 2009

Gilles COUDRETTE
Président Directeur Général

Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société D.P.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de la société.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Suivi au 30 juin des conséquences du contrôle fiscal » de l'annexe qui expose les conséquences du contrôle fiscal et le risque financier encouru par votre société.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Bordeaux, le 24 juillet 2009

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit
Serge Guérémy

COMPTES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2009

ACTIF	30/06/09			31-déc-08
	Brut	Amortissements et provisions	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE				
DOMAINE PRIVE				
Immobilisations incorporelles	271 964	227 212	44 752	29 365
Immobilisations corporelles	916 338	747 883	168 456	189 818
DOMAINE CONCEDE APPORT CONCEDANT				
Immobilisations incorporelles				
Constructions sur sol d'autrui	48 101	48 101		
Installations techniques, matériels et outillages	543 980	543 980		
Autres immobilisations corporelles	107 410	107 410		
DOMAINE CONCEDE APPORT CONCESSIONNAIRE				
Immobilisations incorporelles	512 551	398 489	114 062	120 298
Constructions sur sol d'autrui	4 341 881		4 341 881	4 341 881
Installations techniques, matériels et outillages	44 466 117	16 071 555	28 394 562	28 286 716
Autres immobilisations corporelles	3 375 828	199 206	3 176 622	3 186 101
IMMOBILISATIONS EN COURS	1 599 687		1 599 687	919 910
S / Total	56 183 859	18 343 836	37 840 023	37 074 089
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations				
Prêts	137 596		137 596	144 766
Dépôts et cautionnements	3 912		3 912	3 912
S / Total	141 509		141 509	148 678
TOTAL I	56 325 367	18 343 836	37 981 531	37 222 767
ACTIF CIRCULANT				
Stocks de matières	280 067	140 148	139 919	197 942
Créances clients	1 755 642		1 755 642	2 509 488
Autres créances	649 124	60 327	588 797	798 057
Disponibilités	63 483		63 483	393 371
S / Total	2 748 317	200 475	2 547 842	3 898 858
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	316 607		316 607	119 122
Charges à étaler				
TOTAL II	3 064 924	200 475	2 864 449	4 017 980
TOTAL GENERAL	59 390 291	18 544 311	40 845 980	41 240 747

PASSIF	(avant répartition)	30/06/09	31-déc-08
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES			
Capital social (entièrement amorti)		748 170	748 170
Primes d'émission et de fusion		15 053	15 053
Ecarts de réévaluation		17 082	17 082
Ecarts de réévaluation (1976)		2 686 924	2 691 116
Réserve légale		74 817	74 817
Réserves réglementées			
Réserves extraordinaires		223 451	223 451
Réserves ordinaires		1 785 524	1 845 039
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		102 242	184 984
Subvention d'équipement		21 665	24 072
Provision spéciale de réévaluation		2 449	2 568
Amortissements dérogatoires		365 358	405 537
	S / Total	6 042 735	6 231 890
Autres fonds propres : Droits du concédant			
Amortissements de caducité		15 907 184	14 927 903
Amortissements de caducité transférés en capital		-748 170	-748 170
Apport du Concédant à titre gratuit			
	S / Total	15 159 014	14 179 733
	TOTAL I	21 201 749	20 411 624
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour grosses réparations		2 427 050	2 365 200
Fonds de renouvellement des installations concédées		7 610 559	7 399 709
Autres provisions pour risques et charges		273 751	239 659
	TOTAL II	10 311 360	10 004 568
AUTRES DETTES			
Emprunts divers		5 641 650	6 570 656
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		2 759 568	3 095 916
Dettes fiscales et sociales		754 984	866 519
Dettes diverses			86 112
	S / Total	9 156 202	10 619 204
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		176 668	205 351
	TOTAL III	9 332 870	10 824 554
TOTAL GENERAL		40 845 980	41 240 747

COMPTE DE RESULTAT	2009 30-juin	2008 30-juin	2008 31-déc
PRESTATIONS DE SERVICES	8 346 037	8 101 944	16 137 111
AUTRES PRODUITS	55	1 437	2 920
REPRISE DE PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS	310 024	163 092	335 484
TRANSFERTS DE CHARGES			52 556
PRODUITS D'EXPLOITATION	8 656 115	8 266 474	16 528 071
ACHATS DE MATIERES STOCKEES	402 951	308 813	643 895
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	3 527 434	3 691 783	7 240 231
IMPOTS ET TAXES	287 694	247 155	511 953
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1 160 395	1 122 749	2 214 963
CHARGES SOCIALES	531 631	525 419	1 006 310
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	529 899	515 761	1 055 426
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS DE CADUCITE	979 281	670 319	1 450 315
DOTATION AUX PROVISIONS POUR RENOUVELLEMENT	225 734	193 017	385 905
DOTATION AUX PROVISIONS POUR GROSSES REPARATIONS	344 950	331 650	687 600
DOTATION AUX PROVISIONS POUR CHARGES	116 502	19 226	114 727
AUTRES CHARGES	780	459	461
REDEVANCES DE CONCESSION ET REDEVANCES PORTUAIRES	372 143	362 994	706 374
CHARGES D'EXPLOITATION	8 479 394	7 989 344	16 018 160
RESULTAT D'EXPLOITATION	176 721	277 130	509 911
PRODUITS DE PARTICIPATION			
AUTRES INTERETS			
PRODUITS FINANCIERS			
INTERETS SUR EMPRUNTS	73 228	113 681	248 101
INTERETS DIVERS	5 247	24 028	49 955
CHARGES FINANCIERES	78 475	137 708	298 056
RESULTAT FINANCIER	-78 475	-137 708	-298 056
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	98 247	139 422	211 855
SUR OPERATIONS DE GESTION	59 942	111 038	188 602
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	2 407	2 407	4 814
REPRISES SUR PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS	40 298	48 017	80 597
PRODUITS EXCEPTIONNELS	102 648	161 462	274 013
SUR OPERATIONS DE GESTION	1 556	500	108 246
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	19 714	6 849	51 585
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS		22 853	20 118
CHARGES EXCEPTIONNELLES	21 270	30 202	179 949
RESULTAT EXCEPTIONNEL	81 378	131 261	94 064
IMPOTS SUR LES SOCIETES	77 382	88 297	120 935
RESULTAT NET	102 242	182 385	184 984

A N N E X E

I · REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes semestriels au 30 juin 2009 ont été élaborés dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables
- indépendance des exercices

Et conformément à la réglementation comptable française.

Il a été tenu compte dans la présentation des états financiers, des particularités résultant de notre statut de concessionnaire du Port Autonome de Bordeaux auquel nous remettrons gratuitement, en 2032, l'ensemble des installations faisant partie du domaine concédé à BAYON et à BASSENS.

Evolution au 30 juin 2009 du sinistre d'Ambés de janvier 2007

La procédure judiciaire est toujours en cours, aussi bien sur le volet technique pour la recherche des causes de la rupture du bac, que sur le volet financier de l'évaluation du préjudice global.

Le rapport de l'expert judiciaire devrait être finalisé courant 2010, ce qui permettra de déterminer les responsabilités des sociétés impliquées.

Suivi au 30 juin des conséquences du contrôle fiscal

L'administration fiscale est intervenue au cours du 1er trimestre 2008 afin de contrôler les comptes de la société pour les années 2004/2005/2006.

Le redressement portant sur l'assujettissement à la TVA de la partie des recettes concernant le financement des travaux de mise en conformité par la SAGESS est toujours en instance. DPA conteste cette position, par le fait que les travaux étaient indispensables à la mise à disposition des bacs et donc à la réalisation du contrat de prestation. Les deux termes de rémunération prévus au contrat ne forment qu'un tout, décomposés pour fixer des modes d'indexation spécifiques.

DPA a payé une somme de 137.554 €, dont 6.147 € de pénalités, au trésor public correspondant à la période du 1er janvier 2006 au 30 septembre 2007. Cette somme n'a pas été constatée en charge mais en créance sur le trésor au 30 juin 2009.

Le risque latent couvrant la période du 1er octobre 2007 au 30 juin 2009 s'élève à 132 k€, hors pénalités, somme qui n'a pas fait non plus l'objet de provision au 30 juin 2009.

Décision d'arrêt d'activités

Le Conseil d'Administration, lors de sa réunion du 23 juillet 2009, a décidé d'interrompre les activités de fioul lourd et de combustible sur son site de BAYON à la fin du 1^{er} semestre 2010.

Assignment à comparaître dans le cadre du sinistre du 12 janvier 2007 sur le site SPBA d'Ambés

Le 23 décembre 2008, les assureurs de la société VERMILION ont assigné les sociétés ESSO, SPBA et DPA à comparaître devant le Tribunal de Commerce de Nanterre.

Les assureurs de la société VERMILION mettent en demeure les sociétés ESSO SAF, DPA et SPBA à s'acquitter *in solidum* des sommes suivantes :

- 7.575.000 € au titre des dommages remboursés par les assureurs à la société VERMILION, augmentée des intérêts de retard,
- 300.000 € au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

Le juge rapporteur du Tribunal de Commerce de Nanterre a décidé, le 26 juin 2009, d'un sursis à statuer dans l'attente de la publication du rapport final de l'expert judiciaire, courant 2010.

A ce stade de l'expertise, le Président considère avoir effectué les diligences nécessaires et agi au mieux de l'intérêt de DPA dans la gestion du sinistre. En conséquence, il estime cette demande infondée et n'a constitué aucune provision au titre de ce contentieux.

1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles regroupent l'ensemble des logiciels informatiques amortis en linéaire sur une durée de 1 à 7 ans.

2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le statut particulier des sociétés concessionnaires entraîne le découpage des immobilisations corporelles de la société en deux catégories :

- Immobilisations du domaine Privé : regroupent l'ensemble des biens qui resteront la propriété du concessionnaire à la fin du contrat de concession.
- Immobilisations du domaine Concédé : regroupent l'ensemble des biens qui seront rendus au concédant à la fin du contrat de concession sans contrepartie financière.

DOMAINE PRIVE

Les immobilisations du domaine privé sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition.

Les durées d'amortissement pratiquées sur ces biens sont les suivantes :

- Matériel et Outillage : linéaire entre 5 et 10 ans.
- Matériel de transport : linéaire entre 5 et 10 ans.
- Mobilier, machines de bureau : linéaire entre 5 et 10 ans.

DOMAINE CONCEDE

Les immobilisations du domaine concédé sont comptabilisées à leur coût d'acquisition à l'exception de celles acquises antérieurement au 31 décembre 1976 qui figurent au bilan à leur valeur réévaluée (réévaluation légale).

Les immobilisations du domaine concédé se décomposent en deux catégories :

- ***Immobilisations non renouvelables :***

Par nature, ce sont les immobilisations qui ne nécessiteront pas de remplacement pour maintenir leur potentiel productif durant la concession, eu égard à la durée de la concession : la durée de vie du bien dépasse la date de fin du contrat de concession.

- ***Immobilisations renouvelables :***

Regroupent les autres immobilisations du domaine concédé. Suivant le type d'immobilisation les amortissements pratiqués sont les suivants :

Amortissement industriel : il ne s'applique qu'aux immobilisations renouvelables. Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Constructions : amortissement linéaire de 10 à 15 ans.
- Installations techniques, matériel et outillage : linéaire entre 5 et 20 ans (nous avons amorti exceptionnellement une installation de récupération de vapeur sur une période de 12 mois, comme le prévoient les dispositions fiscales).
- Agencement, aménagement constructions : linéaire sur 10 ans.

Amortissement de caducité : il est pratiqué afin de permettre la reconstitution, en fin de concession, des capitaux propres investis dans le domaine concédé. Il est calculé linéairement sur la durée de la concession restant à courir à la date d'achat du bien.

Il s'applique de la façon suivante :

- Immobilisations non renouvelables : sur le coût d'achat.
- Immobilisations renouvelables : pour le premier bien sur son coût d'achat, pour le suivant sur la différence entre son coût d'achat et la valeur du bien qu'il remplace.

Provision pour renouvellement : Afin d'étaler sur la durée de la concession le coût de remplacement d'un bien, la société établit un plan de renouvellement de ses biens. Les plans de renouvellement portent sur la majeure partie des biens identifiables entièrement renouvelables.

A la fin de chaque exercice une provision est constatée sur la base de la différence entre le coût estimé de renouvellement du bien et sa valeur d'achat d'origine, jusqu'à la date de renouvellement définie dans le plan.

La dotation de l'exercice est évaluée en tenant compte d'un coefficient égal au quotient du nombre d'années d'utilisation du bien, depuis sa mise en service sur sa durée de vie totale.

Dans le cas du renouvellement d'un bien provisionné, la provision antérieurement dotée est reprise en compte de résultat, soit sur la durée de vie du nouveau bien si il est renouvelable, soit sur la durée restante de la concession si le nouveau bien est non renouvelable.

Dans le cas où la provision de renouvellement constituée serait supérieure au coût de remplacement de l'immobilisation, la quote-part de sur provision est reprise intégralement.

Dans le cas de sortie de l'actif d'un bien sans renouvellement la provision antérieurement dotée est reprise en compte de résultat sur l'exercice de la sortie.

Charges de gros entretien

Les coûts des contrôles effectués sur les réservoirs lors des révisions décennales sont comptabilisés par le biais de provisions pour grosses réparations. Cependant, annuellement ou lors des révisions décennales, il peut s'avérer nécessaire de réaliser des travaux complémentaires non anticipés. Ces travaux se décomposent en deux catégories :

1^{ère} catégorie : travaux d'entretien comptabilisés en charges

Travaux de relevage pour redresser la verticalité ou réaliser la réfection de l'assise.
Différents travaux d'entretiens courants de soudures ou de peinture.

2^{ème} catégorie : travaux comptabilisés en immobilisations (rallongent la durée de vie du bac)

Remplacement d'une partie des parois ou du fond du réservoir,
Remplacement des joints de toits
Peinture époxy d'étanchéité

3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Elles sont inscrites au bilan à leur valeur historique.

Elles comprennent en particulier les prêts consentis dans le cadre de la participation à l'effort de construction. Ces prêts sont remboursables sur une durée de 20 ans.

4. ACTIF CIRCULANT

Les stocks de matières premières sont évalués à leur coût d'acquisition. Des provisions sont constituées le cas échéant pour constater une dépréciation.

Les créances de l'actif circulant sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5. AUTRES FONDS PROPRES : DROITS DU CONCEDANT

Le compte "droits du concédant" enregistre la contrepartie des opérations faites dans le cadre de la concession. Il correspond au cumul des amortissements de caducité pratiqués sur les biens du domaine concédé, à la valeur nette comptable des biens apportés par le concédant. Son montant est diminué de la valeur du capital amorti pour 748.170 €.

6. AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

La Société utilise les possibilités offertes par l'administration fiscale d'amortir certains biens selon le régime dérogatoire, en particulier dans le cas du matériel destiné à économiser de l'énergie.

7. PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions sont constituées pour couvrir des risques et charges, nettement précisés quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours, rendent probables.

Les provisions pour risques et charges comprennent en particulier:

- les provisions pour renouvellement des immobilisations du domaine concédé. L'avis 2000-10 du CNC exclut les provisions pour renouvellement du champ d'applications du règlement n° 2002-06, relatif aux passifs.
- les provisions pour grosses réparations afférentes aux programmes pluriannuels de vérification des bacs d'hydrocarbures, comptabilisées en conformité avec le règlement 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs.
- Les primes « long service » attribuées aux personnels, suivant leur ancienneté dans l'entreprise, sont comptabilisées en conformité avec la recommandation 03-R-01 du CNC sur les engagements sociaux de l'entreprise.

II · COMPLEMENTS D'INFORMATION

VARIATIONS IMMOBILISATIONS BRUTES

		SOLDE AU 31/12/2008	ACQUISITIONS	TRANSFERTS AJUSTEMENTS
DOMAINE PRIVE	Immobilisations incorporelles	234 428	37 536	
	Immobilisations corporelles	901 443	14 896	
	Total domaine privé	1 135 871	52 432	
DOMAINE CONCEDE	APPORT DU CONCEDANT			
	Immobilisations incorporelles			
	Constructions sur sol d'autrui	48 101		
	Installations techniques spécialisées	543 980		
	Autres immobilisations corporelles	107 410		
	Sous total	699 491		
	APPORT DU CONCESSIONNAIRE			
	Immobilisations incorporelles	503 089	9 462	
	Constructions sur sol d'autrui	4 341 881		
	Installations techniques spécialisées	43 912 456	573 375	
	Autres immobilisations corporelles	3 375 328	500	
	Sous total	52 132 754	583 338	
	Total domaine concédé	52 832 246	583 338	
	SOUS TOTAL IMMOBILISATIONS	53 968 116	635 769	
IMMOBILISATIONS EN COURS	919 910	1 315 544	-635 769	
TOTAL IMMOBILISATIONS	54 888 026	1 951 313	-635 769	
		CESSIONS	COMPTE DU CONCEDANT	SOLDE AU 30/06/2009
DOMAINE PRIVE	Immobilisations incorporelles			271 964
	Immobilisations corporelles			916 338
	Total domaine privé			1 188 302
DOMAINE CONCEDE	APPORT DU CONCEDANT			
	Immobilisations incorporelles			
	Constructions sur sol d'autrui			48 101
	Installations techniques spécialisées			543 980
	Autres immobilisations corporelles			107 410
	Sous total			699 491
	APPORT DU CONCESSIONNAIRE			
	Immobilisations incorporelles			512 551
	Constructions sur sol d'autrui			4 341 881
	Installations techniques spécialisées	19 714		44 466 117
	Autres immobilisations corporelles			3 375 828
	Sous total	19 714		52 696 378
	Total domaine concédé	19 714		53 395 869
	SOUS TOTAL IMMOBILISATIONS	19 714		54 584 172
IMMOBILISATIONS EN COURS			1 599 684	
TOTAL IMMOBILISATIONS	19 714		56 183 856	

VARIATIONS AMORTISSEMENTS

		SOLDE AU 31/12/2008	DOTATIONS	CESSIONS
DOMAINE PRIVE				
	Immobilisations incorporelles	205 063	22 149	
	Immobilisations corporelles	711 624	36 258	
	Total domaine privé	916 688	58 407	
DOMAINE CONCEDE				
APPORT DU CONCEDANT				
	Immobilisations incorporelles			
	Constructions sur sol d'autrui	48 101		
	Installations techniques spécialisées	543 980		
	Autres immobilisations corporelles	107 410		
	Sous total	699 491		
APPORT DU CONCESSIONNAIRE				
	Immobilisations incorporelles	382 791	15 699	
	Constructions sur sol d'autrui			
	Installations techniques spécialisées	15 630 434	441 121	
	Autres immobilisations corporelles	184 533	14 673	
	Sous total	16 197 758	471 493	
	Total domaine concédé	16 897 249	471 493	
	Total immobilisations	17 813 937	529 899	

		TRANSFERTS AJUSTEMENTS	APPORTS CONCEDANT	SOLDE AU 30/06/2009
DOMAINE PRIVE				
	Immobilisations incorporelles			227 212
	Immobilisations corporelles			747 883
	Total domaine privé			975 095
DOMAINE CONCEDE				
APPORT DU CONCEDANT				
	Immobilisations incorporelles			
	Constructions sur sol d'autrui			48 101
	Installations techniques spécialisées			543 980
	Autres immobilisations corporelles			107 410
	Sous total			699 491
APPORT DU CONCESSIONNAIRE				
	Immobilisations incorporelles			398 489
	Constructions sur sol d'autrui			
	Installations techniques spécialisées			16 071 555
	Autres immobilisations corporelles			199 206
	Sous total			16 669 250
	Total domaine concédé			17 368 742
	Total immobilisations			18 343 836

REEVALUATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

1°) IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES

	VALEUR EN COUT HISTORIQUE	PROVISION SPECIALE DE REEVALUATION	VALEUR REEVALUEE
Valeurs Brutes	1.940.510	1.106.762	3.047.272
Amortissements cumulés	1.937.012	1.104.313	3.041.426
Valeurs Nettes	3.397	2.449	5.846

2°) IMMOBILISATIONS NON AMORTISSABLES

L'écart de réévaluation des immobilisations non amortissables est de 2.686.924 €.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Ce poste comprend :

Un prêt au GIPEC (Groupement Interprofessionnel pour la Participation à l'Effort de Construction) d'un montant de 118.604 €. La provision au titre de la période a été de 4.225 €.

Des prêts accordés au personnel de la société, afin de participer à l'augmentation de capital de la société TOTAL. Le montant des prêts restants s'élève à 18.992 €. Au titre de la période le remboursement de ces prêts s'est élevé à 11.395 €.

STOCKS MATIERES

Les stocks de matières se décomposent de la façon suivante :

	Valeur brute	Dépréciation
Stocks d'émulseurs	178.121	140.148
Stocks d'additifs et de colorants	100.816	
Stocks d'azote	1.130	
	<u>280.067</u>	<u>140.148</u>

Un complément de dépréciation, pour tenir compte de la durée de vie de 5 ans des émulseurs, a été comptabilisé au compte de résultat dans le poste provisions pour charges d'exploitations à hauteur de 10.043 €.

ECHEANCES DES CREANCES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

La totalité des créances est à échéance de moins d'un an.

CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES

	SOLDE AU 31/12/2008	RESULTATS			Autres mouve- ments
		EXERCICE	AFFECTATION EXERCICE		
			DIVIDENDES	AUTRES	
Capital amorti	748 170				
Primes d'émission et de fusions	15 053				
Ecarts de réévaluation	2 708 198				
Réserve légale	74 817				
Réserves réglementées					
Réserves extraordinaires	223 451		-59 516		
Réserves ordinaires	1 845 039				
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice antérieur	184 984		-184 984		
Résultat de l'exercice		102 242			
Subvention d'investissement	24 072				
Provision spéciale de réévaluation	2 568				
Amortissements dérogatoires	405 537				
Sous total	6 231 890	102 242	-244 500		
Droits du concédant					
Amortissements de caducité	14 927 903				
Amortis. Transférés en capital	-748 170				
Apport du Concédant à titre gratuit					
Sous total	14 179 733				
Total	20 411 624	102 242	-244 500		

	PROVISIONS		SUBVENTIONS		SOLDE AU
	DOTATION	REPRISE	RECUES	AMORTIS.	30/06/2009
Capital amorti					748 170
Primes d'émission et de fusions					15 053
Ecarts de réévaluation		4 192			2 704 006
Réserve légale					74 817
Réserves réglementées					
Réserves extraordinaires					163 935
Réserves ordinaires					1 845 039
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice antérieur					
Résultat de l'exercice					102 242
Subvention d'investissement				2 407	21 665
Provision spéciale de réévaluation		119			2 449
Amortissements dérogatoires		40 179			365 358
Sous total		44 490		2 407	6 042 735
Droits du concédant					
Amortissements de caducité	979 281				15 907 184
Amortis. Transférés en capital					-748 170
Apport du Concédant à titre gratuit					
Sous total	979 281				15 159 014
Total	979 281	44 490		2 407	21 201 749

Le capital social est composé de 97.800 actions au nominal de 7.65 €. Il a été entièrement remboursé au cours des années 1968 à 1983. La valeur portée au passif du bilan correspond à une quote-part des droits du concédant.

TABLEAU DES PROVISIONS

DESIGNATIONS	2008 31-déc	DOTATIONS EXERCICE	REPRISES EXERCICE		2009 30-juin
			UTILISES	NON UTILISES	
Amortissements dérogatoires	405 537		40 179		365 358
Provisions pour grosses réparations	2 365 200	344 950	283 100		2 427 050
Provisions pour renouvellement des immobilisations concédées	7 399 709	225 734	14 884		7 610 559
Provisions pour litiges	50 000				50 000
Provisions pour prime long service	169 120	46 132			215 252
Provisions pour autres charges	20 539		12 040		8 499
S / T PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	10 410 106	616 816	350 203		10 676 718
Provisions pour dépréciation des stocks	130 105	10 043			140 148
Provisions pour dépréciation des créances		60 327			60 327
CUMUL DES PROVISIONS	10 540 211	687 186	350 203		10 877 193

- 1) Les primes « long service » octroyées aux personnels après 20, 25, 30, 35 et 40 ans d'ancienneté dans la société ont été provisionnées sur la base des plans de carrière individualisés conformément aux dispositions du règlement CRC 2004-03 du 4 mai 2004 relatif aux médailles du travail. L'estimation a été réalisée par le cabinet MERCER.

Les principales hypothèses retenues sont:

- Absence de rotation du personnel
- Taux de charges sociales de 48.07 %
- Taux actualisation de 5.75 %

- 2) Le coût de renouvellement des immobilisations est provisionné sur la base des plans de renouvellement individualisés.

3) Les reprises de provisions pour renouvellement de 14.884 €, correspondent à des provisions reprises dans le cadre de renouvellement de biens immobilisés ou devenues sans objet suite à des sorties d'actifs immobilisés.

4) Le coût des grosses réparations sur les immobilisations est provisionné sur la base des programmes pluriannuels de vérification des bacs.

Les travaux comptabilisés en charges d'entretiens au cours du 1^{er} semestre 2009 sont :

	Budget 2009	Réalisé Juin 2009	Réalisé 2008
Relevage de réservoirs			310.306
Réfection assise de réservoir		3.188	199.350
Travaux divers sur réservoirs	396.000	220.340	425.544
	396.000	223.528	935.200

5) Le litige prud'homal provisionné au 31/12/2007 est toujours en cours : le conseil des prud'hommes, en date du 23 juin 2009, a débouté le salarié demandeur. Celui-ci ayant fait appel le 7 juillet 2009, la provision initiale de 50 k€ est maintenue au 30/06/2009.

6) La provision pour charges correspond aux charges sociales à payer sur l'intéressement et l'abondement versé au cours des exercices 2005 et 2006. Ces deux exercices n'entrent pas dans le champ des exonérations prévues aux articles L441.4 et L441.6 du fait du renouvellement hors délai de l'accord d'intéressement. Au 30 juin 2009 il reste au bilan la somme de 8.499 € correspondant à l'exercice 2006. La provision concernant l'exercice 2005 étant prescrite a été reprise en produit pour la somme de 10.043 €.

7) La provision pour dépréciation de créance, correspond aux intérêts de retard sur le redressement fiscal de 2008 que nous avons contestés.

TABLEAU DES ECHEANCES DES DETTES

	MONTANT	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF		
	AU 30/06/2009	A MOINS DE 1AN	DE 1 A 5 ANS	A PLUS DE 5 ANS
Dettes financières	5.641.650	3.178.683	2.462.967	
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	2.759.567	2.759.567		
Dettes fiscales et Sociales	754.984	754.984		
Dettes diverses				
TOTAL	9.156.201	6.693.234	2.462.967	

DETAIL DES CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR

	<u>Charges à payer</u>	<u>Produits à recevoir</u>
Fournisseurs	880.759	1.129
Clients		5.709
Personnel	314.460	
Organismes sociaux	155.134	1.627
Impôts et Taxes	13.633	254.689
TOTAL	<u>1.363.986</u>	<u>263.154</u>

DETAIL DES COMPTES DE REGULARISATION

Charges constatées d'avance :

Ce poste correspond à la part des contrats d'assurance, d'entretien et de location payés d'avance pour un total de 316.607 €.

Produits constatés d'avance :

Ce compte correspond à des loyers perçus d'avance de sociétés clientes.

Ils se répartissent comme suit :

- moins d'un an :	56.796
- de 2 à 5 ans :	119.872
	<u>176.668</u>

DETAIL DES DISPONIBILITES

Ce poste comprend les comptes de trésorerie disponible.

DETAIL DES DETTES FINANCIERES

Ce poste se décompose de la façon suivante :

Emprunts	5.231.869
Découverts bancaires	409.781
	<u>5.641.650</u>

DETAILS DES PRODUITS EXCEPTIONNELS

Ils se décomposent de la façon suivante :

• Reprise de la provision spéciale de réévaluation	119
• Subvention d'investissement	2.407
• Reprise d'amortissements dérogatoires	40.179
• Produits divers sur exercices antérieurs	59.943
	<u>102.648</u>

DETAILS DES CHARGES EXCEPTIONNELLES

Elles se décomposent de la façon suivante :

• Valeurs nettes des immobilisations sorties de l'actif	19.714
• Amendes	600
• Diverses charges exercices antérieures	956
	<hr/>
	21.270

REPARTITION DU MONTANT DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

	Résultat Avant Impôt	Impôt Dû	Résultat Net	%
Résultat courant	98.246	50.056	48.190	47
Résultat exceptionnel	81.378	27.326	54.252	53
Total	179.624	77.382	102.242	100

REMUNERATION ALLOUEE AUX MANDATAIRES SOCIAUX (Article L.225-102-1 du code de commerce)

Le montant global des rémunérations versées aux mandataires sociaux de la société, au cours du 1^{er} semestre 2009, s'est élevé à la somme de 101.396 € dont 387 € d'avantage en nature pour un véhicule de fonction.

ENGAGEMENT D'INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE

Ces engagements sont calculés conformément à la Convention Collective de l'Industrie du Pétrole et majorés des dispositions internes à l'entreprise. Leurs montants non comptabilisés au 31/12/2008 s'élevaient à 409.070 €.

Les hypothèses retenues sont les suivantes:

Méthode	actuarielle
Age de la retraite	65 ans
Taux de progression des salaires	2.00 %
Taux inflation	2,00 %
Coefficient d'actualisation	5.25 %
Taux de charges sociales	48.07 %

Une revalorisation de ces engagements sera réalisée au 31/12/2009

ENGAGEMENT DE COTISATIONS DE MUTUELLE

La société s'est engagée à prendre en charge une quote-part de la cotisation de la mutuelle des personnels retraités et de leurs conjoints.

Au cours du 1^{er} semestre 2009, la société a pris en charge 10.588 € de cotisations au profit de 98 bénéficiaires.

Au 31/12/2008, le montant de l'engagement global non comptabilisé concernant le personnel retraité actuel ainsi que les futurs retraités s'élève à 356.783 €.

Les hypothèses retenues sont les suivantes:

Base	cotisation MIP 2008
Age de la retraite	65 ans
Taux inflation	2,00 %

Une revalorisation de ces engagements sera réalisée au 31/12/2009.

EFFECTIF MOYEN EMPLOYE PENDANT L'EXERCICE

Cadres	10.0
Agents de maîtrise et assimilés	29.0
Employés et ouvriers	10.5

	49.5
Cadre mis à disposition de l'entreprise	1.0
Autres personnels mis à disposition de l'entreprise	3.0

SUBVENTION D'EQUIPEMENT

Une subvention de 253.023 € a été versée par l'ADEME pour financer l'installation d'une unité de récupération de vapeur ainsi que la transformation d'un poste de chargement dôme en poste source. Une quote-part de 2.407 € a été portée au compte de résultat en tenant compte des modalités des amortissements des biens subventionnés. Le solde non porté en produit au 30/06/2009 s'élève à 21.665 €.

DETTE FUTURE D'IMPOT

	Base	Impôts dus à 33.33 %
<u>Accroissement</u>		
• Subvention d'investissement	21.665	7.222
• Amortissements dérogatoires	365.358	121.786
<u>Allègement</u>		
• Organic	13.346	4.449

DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION (DIF)

Le nombre d'heures de DIF dus aux salariés est :

- 30/06/2009 3623 heures pour 47 salariés
- 30/06/2008 2752 heures pour 41 salariés

Au cours de la période, aucune heure de DIF n'a été utilisée par les salariés

OPERATIONS SOCIETES LIEES

Sociétés	Opérations	Charges	Recettes	Créances clients	Dettes fournisseurs
		1 er semestre 2009		au 30 juin 2009	
		HT	HT	TTC	TTC
TOTAL Raffinage Marketing					
	Produits blancs			335 199	43 541
	Personnels détachés	149 667			
	Prestations logistiques		2 199 042		
	Intérêts TVA douanière	6 323			
	Produits noirs			66 780	47 116
	Achats combustibles	103 650			
	Prestations logistiques		567 040		
TOTAL Lubrifiants				9 007	
	Prestations logistiques		44 976		
ESSO SAF				316 488	31 485
	Personnels détachés	80 758			
	Prestations logistiques		1 293 906		
SPBA				262 285	
	Mandats d'opérations		829 684		
CCMP				27 243	
	Refacturation prestations				
		340 398	4 934 649	1 017 002	122 142

ENGAGEMENT

Engagements donnés non comptabilisés

- Caution fournie par BNP PARIBAS, à hauteur de 245.735 € afin de couvrir les opérations diverses vis-à-vis des DOUANES de Bordeaux.

Engagements donnés comptabilisés

- Selon le contrat de gérance qui la lie au Port Autonome de Bordeaux, la Société est tenue de maintenir en état de fonctionnement les biens du domaine concédé, et de les remettre gratuitement au concédant à la fin du contrat, soit le 31 mai 2032.

Les provisions pour renouvellement et les amortissements de caducité traduisent en comptabilité cette obligation.

A la clôture de l'exercice, l'échéancier d'utilisation des provisions pour renouvellement est le suivant :

A moins cinq ans	5.727.937 €
Plus de cinq ans	1.882.622 €

	7.610.559 €

Engagements reçus

- La société a signé des contrats de location servant à couvrir le financement de travaux sur des installations utilisées par les clients.

A la clôture de l'exercice le montant des loyers se résume de la façon suivante :

Loyers non perçus et non comptabilisés

A moins d'un an	458.168 €
De un à cinq ans	1.832.674 €
Plus de cinq ans	1.603.589 €

	3.894.431 €

Loyers perçus et comptabilisés

Le montant de ces loyers est comptabilisé en produits constatés d'avance au passif du bilan.

- La société a signé des contrats de location de capacités engageant les clients sur des durées supérieures à 1 an.

A la clôture de l'exercice le montant des loyers se résume de la façon suivante :

Loyers non perçus et non comptabilisés

A moins d'un an	2.856.721 €
De un à cinq ans	4.683.213 €
Plus de cinq ans	3.163.743 €

	10.703.676 €

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	30/06/2009 (6 mois)	30/06/2008 (6 mois)	31/12/2008 (12 mois)
<u>Flux de trésorerie liés à l'activité</u>			
Résultat net	102 242	182 385	184 984
+Amortissement et provisions	1 788 789	1 528 398	3 263 222
- Plus-values de cessions des immobilisations		6 832	-51 602
- Variation des charges à répartir			
Marge brute d'autofinancement	1 891 032	1 717 616	3 396 604
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité			
Stocks	58 023	16 597	-22 903
Créances clients	753 846	823 886	122 151
Autres créances	209 260	175 101	95 167
CCA	-197 485	-96 304	31 931
Dettes fournisseurs	-336 349	-122 250	-268 742
Dettes fiscales et sociales	-111 535	48 293	48 412
Autres dettes	-86 112	-12 815	64 756
PCA	-28 683	-28 683	-58 229
Total	260 964	803 824	12 543
Flux net de trésorerie généré par l'activité	2 151 996	2 521 440	3 409 147
<u>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</u>			
Acquisitions d'éléments d'actif immobilisé			
- Immobilisations incorporelles et corporelles	635 769	783 014	3 410 019
- Immos en cours	679 777	976 909	590 516
- Immobilisations financières		51 643	55 760
Total acquisitions	1 315 547	1 811 567	4 056 295
Cession d'immobilisations			
- Immobilisations incorporelles et corporelles			
- Immobilisations financières	7 169	14 809	35 803
Total cessions	7 169	14 809	35 803
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 308 377	-1 796 758	-4 020 492
<u>Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement</u>			
Dividendes versés aux actionnaires	-244 500	-342 300	-342 300
Augmentations de capital en numéraire			
Subvention			
Emissions d'emprunts			4 000 000
Remboursements d'emprunts	-1 041 037	-1 250 000	-2 727 095
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-1 285 537	-1 592 300	930 605
Disponibilités	393 371	215 054	215 054
Découverts bancaires (intégrés avec les emprunts)	297 751	438 694	438 694
Trésorerie d'ouverture	95 620	-223 640	-223 640
Disponibilités	63 483	865	393 371
Découverts bancaires (intégrés avec les emprunts)	409 781	1 092 123	297 751
Trésorerie de clôture	-346 298	-1 091 258	95 620
Variation de trésorerie	-441 918	-867 618	319 260

